

y compris le président du Conseil privé, ont figuré parmi les dénonciateurs des Canadiens français et de leur religion—le plus tôt, dis-je, notre Gouvernement reconnaîtra ce fait; le plus tôt le Gouvernement se débarrassera de cet élément perturbateur qui se trouve parmi ses membres, le mieux ce sera pour lui et pour le pays en général. Ce ne sont pas des menaces que moi et d'autres qui pensent comme moi proférons contre le reste de la population du Canada. Nous nous appuyons seulement sur le mérite de la cause du droit et de la justice. Cette cause du droit et de la justice est une arme qui vaincra le fanatisme de l'ennemi et qui fera triompher finalement ceux qui demandent pour eux un régime basé sur l'équité et la justice.

L'honorable JAMES DOMVILLE: Messieurs les sénateurs, j'aimerais à prendre une certaine part au présent débat. Je n'avais pas d'abord l'intention de parler, vu que je me trouve sur le sommet d'une pyramide. C'est comme si je me tenais debout sur un monument de Londres d'où j'entendrais les murmures de la foule se remuant autour de lui, sans pouvoir dire ce qu'elle fait. Dans la province du Nouveau-Brunswick le peuple ne s'est jamais révolté. Nous pouvons dans cette province reculer jusqu'à nos ancêtres les plus anciens, soit dans la marine, soit dans l'armée de terre. Nous savons ce qu'ils firent à Agincourt; nous connaissons le régime établi par Guillaume le conquérant, et la période historique durant laquelle nous étions tous des Français. Des changements se sont produits depuis et différentes nations se sont constituées; mais nous sommes de la même race qui se bat, aujourd'hui, pour une cause commune.

Les admirables discours prononcés à droite et à gauche, particulièrement celui prononcé par l'honorable ministre dirigeant, s'imposent à mon attention, et je vais maintenant exprimer quelques mots avec toute la sincérité que m'inspire mon âge. Je suis le plus ancien membre du Sénat, ou de la Chambre des communes, si je compte à partir de la date de ma première entrée dans le Parlement. J'étais membre de la Chambre des communes en 1872, il y a 46 ans, alors que j'avais l'honneur d'appuyer sir John A. Macdonald. J'avais en lui la plus grande confiance. J'étais jeune et c'était pour moi le meilleur chef qu'il fût possible trouver, et je le vénais; mais les années s'écoulèrent et une crise analogue, sous un certain rapport, à celle que nous venons de subir, amena un changement, ou une union que je ne pouvais accepter. Je ne

pus alors avaler tout ce qui était promis, et je crus que je devais donner toute mon allégeance au peuple de ma province et au pays avant de la donner exclusivement à un parti politique. Durant toute ma carrière politique j'ai essayé de faire mon devoir envers mon pays.

J'ai vu s'éteindre plusieurs générations d'hommes et de tous mes contemporains je suis presque le seul resté debout pour en parler comme témoin oculaire; mais notre planète continue à tourner à travers une atmosphère d'oxygène, de nitrogène, de carbone dioxidé et d'autres matières gazeuses, et, malgré toutes les substances dont l'animal sauvage ou domestique et l'homme se nourrissent, tout ce qui reste du corps d'un homme après sa mort n'a que pour \$1.47 de phosphate de chaux, et c'est ce que la science nous dit.

DES VOIX: Ecoutez, écoutez.

L'honorable M. DOMVILLE: Mes honorables amis peuvent rire, et ils sont, sans doute, sincères. Ce sont les administrateurs du pays, et ils peuvent aussi se croire bien au-dessus des Canadiens français, ou des Irlandais, ou de tout ce que vous voudrez.

Je me constitue l'interprète de ceux qui appartiennent à ma propre nationalité. Croyez-vous un seul instant que je serais prêt à croire dans la succession apostolique? Moïse fut un homme fort, puisqu'il transporta les tables de pierre sur lesquelles était inscrit le décalogue, et il conduisit son peuple dans le désert pendant quarante ans. Je le répète, c'était un homme fort. Aujourd'hui, nous manquons, en Canada, d'hommes forts de ce genre. Nous manquons d'hommes qui ont une idée de ceux pouvant les surpasser, ou qui ignorent qu'il ne faut pas tout sacrifier à l'amour du pouvoir. On nous parle d'un gouvernement unioniste. Je n'en connais rien. Je connais, cependant, l'empire britannique et je connais ceux de mes concitoyens, dans ma propre province, qui se battent, aujourd'hui, pour cet empire, et quelques-uns d'entre eux ont perdu la vie dans cette lutte. Je connais nos devoirs envers l'empire; je connais jusqu'à quel point il peut compter sur nous; mais à quoi bon crier sur les toits ce que nous devons faire pour l'empire et si nous posons un bandeau sur nos yeux. Nous devons donner notre appui aux bonnes mesures du gouvernement.

La présente coalition a apaisé pour le moment les esprits; mais à quoi se réduit-elle? Comme l'honorable sénateur d'Ottawa (l'honorable M. Belcourt) j'aurais été